

Le choc de l'Ariège : autopsie d'un basculement

sergevancutsem

par **Serge Van Cutsem**

La violence d'État, le mensonge public et la fin du pacte social.

Contrairement à mes habitudes, cette publication est exceptionnellement longue, et elle l'est volontairement. Ce qui s'est produit en Ariège ne peut pas être compris à travers un simple article d'actualité, un résumé rapide ou une polémique de plus. Les images, les témoignages et les décisions prises ces derniers jours révèlent bien plus qu'un conflit agricole local ou qu'un excès ponctuel des forces de l'ordre. Ils dévoilent un basculement profond, politique, institutionnel et psychologique, qui dépasse largement le cadre de cet événement précis.

J'ai pris le temps de suivre l'intégralité du direct réalisé par le seul média présent sur place sans discontinuer. En effet, Tocsin Media a accepté de «mouiller la chemise» là où tous les autres se contentaient de reprendre des dépêches ou d'arriver après coup ([les moments forts se trouvent ici](#)). La force de ce reportage, courageux et exceptionnel, ne réside pas dans le commentaire, mais dans le temps réel, dans la continuité, dans le direct et donc dans l'infalsifiable. Par sa présence, il a rendu visibles des scènes, des paroles et des attitudes qu'il ne sera plus jamais possible de réécrire a posteriori. C'est précisément pour cela qu'il est devenu dérangeant : il rend les mensonges d'État impossibles, ou immédiatement démentis par l'évidence.

L'objectif de ce texte est donc de replacer les violences observées dans leur contexte global : celui de la transformation du rapport entre l'État et les citoyens, de la rupture progressive du dialogue démocratique, de la manipulation du récit public, et de l'érosion silencieuse de piliers essentiels comme l'autonomie alimentaire, la confiance institutionnelle et le pacte social lui-même.

Il ne s'agit ni d'un réquisitoire, ni d'un appel, ni d'un texte écrit sous le coup de l'émotion. Il s'agit d'une autopsie : une analyse méthodique des faits, des enchaînements, des choix politiques et de leurs conséquences. Une tentative de comprendre comment on en arrive à voir des blindés face à des éleveurs, du gaz contre des citoyens pacifiques, et un récit officiel contredit par ce que des centaines de milliers de personnes ont vu de leurs propres yeux.

Si ce texte est long, c'est parce que les raccourcis sont devenus un luxe que la situation ne permet plus. Comprendre ce qui se joue aujourd'hui exige de dépasser l'événement pour en saisir la logique, les causes et les risques à venir. Lire jusqu'au bout, ce n'est pas chercher l'escalade, mais tenter de comprendre avant que cette réalité ne nous échappe totalement.

La rupture originelle : quand le sanitaire cesse d'être médical

Avant d'en arriver à ce qui s'est passé en Ariège, avant les blindés, avant les gaz et la violence, il est indispensable de poser d'abord le socle, car il existe un point de bascule fondamental que l'on refuse encore trop souvent de nommer. Ce basculement ne concerne pas l'agriculture en tant que telle, mais le détournement du sanitaire, passé d'un cadre médical rationnel à un outil politique de contrainte et de légitimation.

Pendant des décennies, un principe élémentaire faisait consensus dans le monde médical, humain comme vétérinaire : on ne vaccine pas en pleine épidémie. Ce principe reposait sur des réalités biologiques simples : un vaccin n'agit pas immédiatement, la réponse immunitaire nécessite du temps, et vacciner une population déjà exposée ou infectée est, au mieux, inefficace, au pire contre-indiqué. C'est pour cette raison que la vaccination a toujours été conçue comme préventive, jamais comme une réponse d'urgence à une épidémie en cours.

Ce socle médical a été rompu à partir de 2020.

Avec la gestion du Covid, une rupture conceptuelle majeure s'est imposée. La vaccination en pleine pandémie est devenue la réponse centrale, parfois exclusive, tandis que toute critique de cette rupture avec les principes médicaux établis était disqualifiée au nom de l'urgence, de la morale et d'une science instrumentalisée. Ce moment marque un précédent décisif : le sanitaire peut désormais s'affranchir de ses propres règles dès lors qu'il sert un objectif politique jugé supérieur.

C'est exactement cette logique qui est aujourd'hui transposée au monde agricole.

Lorsqu'un gouvernement affirme vouloir «vacciner près d'un million de bovins pour stopper la propagation» en pleine épizootie, il ne tient pas un discours vétérinaire, mais un discours politique. Comme lors du Covid, le vaccin devient un symbole d'action et un justificatif a posteriori, non un outil réellement protecteur.

Dans les faits, cette vaccination n'empêche pas les abattages, ne protège pas juridiquement les éleveurs, ne suspend aucune mesure coercitive et intervient après des décisions déjà arrêtées. Elle ne soigne pas : elle habille.

Comprendre ce glissement est indispensable pour saisir ce qui s'est produit ensuite. Car lorsque le sanitaire cesse d'être médical, il ouvre la voie à l'exception permanente, à la suspension du dialogue, puis, lorsque cela ne suffit plus, à la force. Nous assistons ici à la même mécanique que lors de la gestion du Covid, transposée à l'agriculture.

L'Ariège n'est donc pas le point de départ de cette histoire. Elle en est la révélation brutale, visible et irréfutable. Tout ce qui suit : violence d'État, mensonge public, rupture du pacte social, n'est que la conséquence logique de cette rupture initiale, dont le Covid a été le laboratoire et dont l'agriculture est aujourd'hui le terrain d'application.

Le choc de l'Ariège : un pays qui découvre la réalité brute

Ce qui s'est déroulé en Ariège n'est pas un simple fait divers rural, ni un épisode de tension agricole parmi d'autres. C'est un moment de bascule. Un de ces moments où, soudainement, un pays se regarde dans un miroir qu'on lui avait soigneusement caché.

Pris isolément, les faits paraîtraient presque ordinaires : une exploitation agricole, un troupeau de 208 vaches, une décision administrative d'abattage dit «préventif», une famille qui conteste, des agriculteurs solidaires qui se rassemblent. Rien, absolument rien, qui justifierait a priori une opération d'ordre public d'une ampleur exceptionnelle.

Et pourtant, en quelques heures, ce coin rural a vu converger un dispositif que l'on associe habituellement à des situations d'émeute ou de crise insurrectionnelle : plusieurs centaines de CRS et de gendarmes mobiles, quinze blindés Centaure, des dizaines de camions, un

encercllement nocturne, l'usage massif de gaz lacrymogène et de grenades de désencercllement. Le tout face à des agriculteurs non armés, présents sur une propriété privée, venus soutenir l'un des leurs.

Les Français n'ont pas découvert ce contraste à travers un sujet monté au journal télévisé. Ils l'ont vu en direct, sans filtre ni montage, grâce à la diffusion en continu, aux vidéos prises sur le terrain, aux commentaires improvisés de ceux qui étaient sur place. C'est précisément là que quelque chose s'est fissuré.

D'un côté, les images : des paysans calmes, déterminés, parfois sidérés, souvent silencieux. Des familles en bottes, couvertes de boue, face à des uniformes anti-émeutes. Des tracteurs face à des blindés. Une force publique déployée avant même toute violence en face.

De l'autre, presque simultanément, les médias dominants ont diffusé un récit officiel déjà prêt, tordant le direct et sonnant le glas de leur propre crédibilité : « tensions », « affrontements », « violences », « nécessité de rétablir l'ordre », puis très vite l'annonce d'un « protocole accepté ». Un narratif préfabriqué destiné à masquer une réalité que des centaines de milliers de personnes venaient pourtant de voir de leurs propres yeux.

Mais au-delà du choc visuel, un élément fondamental a frappé une partie croissante de la population : l'absence manifeste de base légale crédible à une telle intervention. Il n'existait aucun péril imminent, aucune urgence vitale, aucune menace caractérisée pour la population.

Nous étions face à une exploitation agricole, sur une propriété privée, occupée par ses propriétaires et soutenue par des agriculteurs pacifiques. Le troupeau concerné ne présentait aucun danger immédiat, et aucun élément public n'a jamais établi l'existence d'une situation sanitaire incontrôlable exigeant une intervention coercitive immédiate, encore moins de nuit. Or le droit est constant : l'entrée forcée des forces de l'ordre sur une propriété privée, avec usage de la force, n'est justifiable qu'en cas de danger grave et imminent clairement caractérisé. En l'absence de ce péril, le fondement juridique de l'opération devient extrêmement fragile, pour ne pas dire inexistant.

Plus troublant encore, l'argument sanitaire invoqué a posteriori soulève une incohérence majeure. Si un risque bactériologique sérieux avait réellement existé, une question élémentaire s'impose : pourquoi les forces engagées ne portaient-elles aucun équipement de protection sanitaire adapté ? Pas de combinaisons, ni de masques spécifiques, ni de procédures de confinement visibles. Rien qui corresponde aux standards minimaux d'une intervention en zone à risque biologique. Ce seul constat suffit à fragiliser le récit d'une urgence sanitaire majeure.

À l'inverse, tout dans le dispositif déployé évoquait une opération de maintien de l'ordre à caractère quasi militaire : intervention nocturne, progression coordonnée, encercllement, usage intensif de moyens de dispersion chimique. Une démonstration de force, et non une opération sanitaire.

L'usage massif de gaz lacrymogène ajoute une dimension supplémentaire à ce malaise juridique et sanitaire. Le produit utilisé, communément désigné sous le nom de « gaz CS », n'est pas une substance anodine. Il s'agit du o-chlorobenzylidène malononitrile, une molécule contenant des fonctions nitriles¹. Des travaux toxicologiques montrent que ce composé peut être métabolisé en malononitrile, susceptible de libérer du cyanure dans les tissus biologiques, mécanisme contribuant à sa toxicité systémique dans certaines conditions d'exposition², et en Ariège ces conditions étaient manifestement réelles.

Autrement dit, contrairement au discours officiel rassurant, il ne s'agit pas d'un simple irritant inoffensif, mais d'un agent chimique classé comme dangereux. Son usage massif contre des civils non protégés, en l'absence de nécessité démontrée, pose une question sérieuse de santé publique et de responsabilité.

Pour beaucoup de citoyens, le déclic n'a pas été idéologique, mais immédiat, presque viscéral. Ils n'ont pas eu besoin d'analyses savantes pour comprendre qu'on leur racontait une autre histoire que celle qu'ils venaient de voir. Ce n'était pas une divergence d'interprétation, mais une contradiction frontale entre la réalité observée et le récit imposé.

C'est là qu'a eu lieu la première prise de conscience collective. Non pas une explosion de colère, mais quelque chose de plus profond et de plus durable : une perte de confiance.

Le choc de l'Ariège n'est donc pas seulement l'abattage d'un troupeau, ni même un usage disproportionné de la force. C'est le moment où une partie du pays a compris que la réalité n'était plus racontée par ceux qui prétendent l'informer, mais par ceux qui la vivent et la filment. Un moment où le récit officiel a cessé d'être crédible, non parce qu'il serait contesté politiquement, mais parce qu'il était démenti par l'évidence.

Et lorsqu'un pouvoir perd la maîtrise du récit face à la réalité brute, il perd bien plus qu'une bataille médiatique : il commence à perdre son autorité morale.

Une violence d'État disproportionnée

Un fait fondamental doit être rappelé, tant il a été effacé du récit officiel : les éleveurs et les agriculteurs sont restés pacifiques tout au long des premières phases de l'intervention, hormis quelques bottes de paille en feu et des arbres placés comme protection. À aucun moment ils n'ont attaqué ni provoqué. Au contraire, ils ont tenté jusqu'au bout de parler, de négocier, de faire appel à l'humanité de ceux qui leur faisaient face.

Certains pleuraient, d'autres criaient, non pas des slogans de haine, mais cette phrase simple et bouleversante : «On vous aime. On vous nourrit». Ce n'étaient pas des mots pour la caméra, mais un cri de détresse et de dignité.

À cet instant précis, quelque chose de rarissime s'est produit. Dans la première ligne des forces de l'ordre, plusieurs CRS ont retiré leur casque, abaissé leur bouclier, et certains ont répondu, à voix basse mais clairement audible : «Vous avez raison». Ce moment est capital. Il montre que la situation n'était pas perçue, sur le terrain, comme un affrontement légitime, mais comme une injustice évidente, y compris par ceux chargés de l'exécuter.

Cette humanité naissante n'a cependant pas été tolérée. Presque immédiatement, la hiérarchie est intervenue, les chefs ont ordonné une permutation des rangs. La première ligne, touchée émotionnellement, a été retirée et remplacée par d'autres unités, vierges de tout contact humain préalable. La mécanique a repris ses droits : casques remis, boucliers relevés, et le gaz a suivi, en quantités massives. La scène a alors basculé vers quelque chose qui ressemblait à une opération de guerre, ces gendarmes avaient cessé d'être des humains pour devenir des robots insensibles.

Ce détail n'en est pas un. Il révèle la nature exacte de l'opération. Il ne s'agissait pas d'une réponse spontanée à une violence, mais de l'exécution d'un ordre, coûte que coûte, en neutralisant toute possibilité d'empathie. Lorsque des forces de l'ordre reconnaissent, même brièvement, la justesse morale de ceux qui leur font face, et que cette reconnaissance est immédiatement écrasée par la chaîne de commandement, cela dit tout. Non pas sur les hommes et les femmes en uniforme, mais sur le système qui les instrumentalise.

Ce moment explique aussi pourquoi tant de citoyens ont été profondément marqués. Ils n'ont pas seulement vu une violence disproportionnée ; ils ont vu une humanité volontairement étouffée, remplacée par une logique froide d'exécution. Et cela, aucune communication officielle ne pourra jamais l'effacer.

Lorsqu'on analyse froidement l'intervention menée en Ariège, ce n'est pas seulement son habillage sanitaire discutable ou son illégalité probable qui frappe, mais la disproportion manifeste entre la situation réelle et la réponse de l'État. La disproportion n'est pas une notion

morale, c'est un principe juridique fondamental. Elle impose que la force publique ne soit utilisée qu'en dernier recours, de manière strictement nécessaire et dans une intensité proportionnée à la menace constatée.

Or, en Ariège, aucune menace objective ne justifiait un tel déploiement. Face à des agriculteurs non armés, présents sur une propriété privée et exprimant un soutien pacifique à une famille d'éleveurs, l'État a mobilisé des centaines de CRS et de gendarmes mobiles, des blindés Centaure, des moyens de dispersion chimique et un dispositif nocturne quasi militaire. Il n'y avait ni émeute, ni pillage, ni insurrection, ni violence préalable. Il n'y avait aucune urgence vitale ni trouble grave et actuel à l'ordre public.

Et pourtant, la réponse a été celle réservée habituellement à des situations extrêmes.

Cette disproportion se manifeste d'abord dans le choix du moment. Une intervention de nuit, sur une exploitation agricole, contre des civils, n'est jamais neutre. Elle désoriente, intimide et accroît mécaniquement la tension. Elle relève davantage d'une tactique de choc que d'une gestion apaisée d'un différend administratif.

Elle se manifeste ensuite dans la nature même du dispositif engagé. Les blindés Centaure ne sont pas des outils de dialogue, les grenades de désencerclement et le gaz lacrymogène, potentiellement mortel, ne sont pas des instruments de médiation. Leur présence et leur usage traduisent un choix clair : celui de la contrainte, et non de la désescalade.

Mais la disproportion la plus flagrante réside dans l'usage massif de la force chimique. Le gaz lacrymogène n'a pas été employé pour répondre à une violence existante, mais pour créer un mouvement de dispersion et imposer l'exécution d'une décision administrative contestée. Autrement dit, la force n'a pas été défensive, elle a été instrumentale et clairement offensive.

Ce glissement est fondamental. Il marque le passage d'un maintien de l'ordre à une logique de mise au pas. C'est un pas supplémentaire vers une autorité qui ne cherche plus à convaincre, mais à contraindre.

Il faut enfin souligner un élément rarement abordé : l'asymétrie totale des risques. Les forces de l'ordre étaient équipées, protégées et organisées. En face, des civils sans protection, exposés aux gaz, aux mouvements de foule induits, à la panique et aux effets physiologiques immédiats et différés des agents chimiques utilisés. Cette asymétrie n'est pas un accident, elle est le produit d'un choix opérationnel.

Dans un État de droit fonctionnel, une telle opération aurait dû être précédée de tentatives sérieuses de médiation, d'un calendrier clair, d'un recours effectif possible et d'un encadrement strict de l'usage de la force. Or rien de cela n'a été visible. Tout donne au contraire le sentiment d'une volonté d'écrasement rapide, destinée autant à faire exécuter une décision précise qu'à envoyer un message plus large : la contestation ne sera pas tolérée, même lorsqu'elle est pacifique, même lorsqu'elle s'exerce sur un terrain privé, même lorsqu'elle émane de ceux qui nourrissent le pays.

C'est précisément cette démonstration de force, perçue comme inutile et excessive, qui a profondément choqué bien au-delà du monde agricole. Car chacun a pu comprendre une chose simple : si une telle violence peut être déployée contre des paysans, elle peut l'être contre n'importe qui.

La violence d'État devient politiquement dangereuse lorsqu'elle cesse d'être exceptionnelle pour devenir banale, administrative, presque automatique. En Ariège, ce seuil a été franchi aux yeux de beaucoup. Ce qui a dominé n'a pas été l'émotion, mais un sentiment plus froid et plus durable : celui d'un pouvoir qui ne cherche plus à convaincre, mais à contraindre, qui ne gère plus les conflits, mais les écrase, et qui, ce faisant, affaiblit lui-même les fondements de sa légitimité.

La manipulation médiatique et le mensonge officiel

Dans les heures qui ont suivi les événements d'Ariège, un phénomène désormais bien connu s'est enclenché avec une précision quasi mécanique : la fabrication immédiate d'un récit officiel, relayé sans distance critique par la majorité des médias dominants. Un récit prêt à l'emploi, destiné non pas à informer, mais à reprendre le contrôle de la perception.

Les mots ont été soigneusement choisis. On a parlé de «tensions», d'«affrontements», de «violences entre manifestants et forces de l'ordre», parfois même de «débordements». La décision administrative d'abattage a été présentée comme une évidence sanitaire, l'intervention policière comme une nécessité, et la présence massive de blindés comme une simple mesure de précaution. Le réel, lui, a été relégué au second plan.

Ce glissement sémantique n'est pas anodin. Parler d'«affrontements» suppose une symétrie. Or il n'y en avait aucune. D'un côté, des agriculteurs non armés, sur une propriété privée, exprimant leur opposition et leur solidarité. De l'autre, un appareil d'État déployé dans une configuration quasi militaire. Mettre ces deux réalités sur le même plan revient à diluer la responsabilité et à neutraliser toute lecture critique.

Plus troublant encore, certains médias ont affirmé qu'un «accord» ou un «protocole» avait été trouvé, suggérant une sortie de crise concertée. Or, sur le terrain, rien de tel n'était perceptible. Cette annonce n'a servi qu'à une chose : clore artificiellement le sujet, donner le sentiment que l'ordre avait été rétabli et que la contestation avait cédé.

Ce mécanisme est désormais parfaitement rodé. Il ne s'agit plus de rapporter les faits, mais de produire un récit stabilisateur, même lorsqu'il est contredit par les images disponibles publiquement. Or, pour la première fois peut-être à cette échelle, ce récit s'est heurté à une réalité brute, filmée, diffusée en direct, impossible à effacer.

Des centaines de milliers de personnes ont vu autre chose que ce qui leur était raconté. Elles ont vu la chronologie réelle, l'absence de violences initiales, la montée en puissance progressive et unilatérale de la force, puis l'usage massif du gaz. Cette dissonance entre le vécu visuel et le discours médiatique a produit un effet dévastateur : la rupture de crédibilité.

Il ne s'agit pas ici d'une simple défiance idéologique envers les médias. Il s'agit d'un constat empirique. Quand un citoyen voit en direct une scène A, puis lit ou entend qu'il s'est produit une scène B, la question n'est plus politique, elle est factuelle. Et lorsque cette contradiction se répète, elle détruit un capital essentiel : la confiance.

Ce qui s'est joué en Ariège marque ainsi un tournant. Le monopole de la narration ne tient plus. Les médias qui persistent à relayer sans distance la parole institutionnelle se retrouvent exposés, non pas par des contre-discours militants, mais par la réalité elle-même. Ils ne sont plus contestés, ils sont dépassés.

Cette perte de crédibilité a des conséquences profondes. Elle alimente la colère, mais surtout une forme de désengagement froid, durable, presque irréversible. Lorsque l'information cesse d'être perçue comme fiable, le lien civique se délite. Le citoyen ne se sent plus représenté, ni respecté. Il cesse d'écouter, puis cesse de croire.

Dans ce contexte, le mensonge officiel n'est pas seulement un problème moral ou déontologique. Il devient un facteur de déstabilisation politique. Car un pouvoir qui ne parvient plus à imposer son récit par la persuasion, et qui ne peut plus compter sur des relais crédibles, est tenté de compenser par autre chose : la contrainte, la peur, la démonstration de force.

Ainsi, la manipulation médiatique n'est pas un phénomène secondaire. Elle est l'un des moteurs du basculement observé. En refusant de nommer les faits, en les euphémisant ou en les travestissant, le discours officiel ne calme pas la société ; il l'irrite, il la fracture et il prépare les crises suivantes.

Ce qui s'est joué en Ariège n'est donc pas seulement une défaillance de l'information. C'est un

moment où une partie du pays a compris que la vérité ne passerait plus par les canaux habituels, et que le fossé entre le récit institutionnel et la réalité vécue était désormais trop large pour être comblé par de simples éléments de langage.

Le basculement psychologique : la colère froide

Ce qui a suivi les événements d'Ariège n'a pas pris la forme d'une explosion immédiate de colère, ni d'un emballement émotionnel classique. Le mouvement qui s'est enclenché est d'une autre nature, plus silencieux, plus profond et surtout plus durable : une **colère froide**.

Cette colère ne crie pas. Elle n'insulte pas. Elle observe, elle enregistre, elle mémorise. Elle naît précisément de la contradiction flagrante entre ce que les citoyens ont vu et ce qu'on leur a ensuite expliqué. Elle ne relève pas de l'idéologie, mais d'un sentiment intime d'avoir été méprisé, trompé, infantilisé.

Pour beaucoup, le déclic n'a pas été l'abattage en lui-même, ni même l'usage de la force. Le basculement s'est produit à l'instant où l'on a tenté de leur imposer un récit manifestement incompatible avec la réalité observée. Ce moment précis où l'on comprend que le pouvoir ne se trompe pas, mais choisit de mentir, convaincu que cela suffira.

La colère froide naît de cette prise de conscience. Elle ne cherche pas l'affrontement immédiat, mais elle dissout lentement le lien de confiance. Elle transforme le citoyen en observateur distant, sceptique, parfois cynique, mais surtout déterminé à ne plus accorder le bénéfice du doute.

Chez les agriculteurs, cette colère est encore plus marquée. Ils ne se perçoivent plus comme des acteurs d'un dialogue possible, mais comme des variables d'ajustement sacrificables. Beaucoup ont compris que les règles pouvaient changer du jour au lendemain, que les décisions pouvaient être imposées sans concertation réelle, et que leur parole n'avait plus de poids face à des logiques administratives et politiques déjà verrouillées.

Ce basculement psychologique est lourd de conséquences. Une population qui bascule dans la colère froide ne se soulève pas immédiatement, mais elle cesse progressivement de coopérer. Elle n'adhère plus. Elle n'accepte plus les injonctions par réflexe civique. Elle commence à se retirer intérieurement du pacte social.

C'est précisément ce qui rend cette colère dangereuse pour le pouvoir. Elle ne se canalise pas par des concessions symboliques ou des annonces de façade. Elle se nourrit du temps, des répétitions, des incohérences. Chaque nouvel épisode mal géré ne fait que la renforcer.

Contrairement à la colère chaude, qui s'épuise vite, la colère froide s'installe. Elle prépare les crises futures en silence. Elle explique pourquoi les mobilisations risquent de s'élargir, pourquoi d'autres professions observent attentivement ce qui se passe dans le monde agricole, et pourquoi le sentiment de «plus rien à perdre» gagne du terrain.

Ce que révèle l'Ariège, ce n'est donc pas seulement une crise ponctuelle, mais l'entrée dans une phase nouvelle : celle où une partie croissante de la population ne croit plus à la possibilité d'un arbitrage juste par les institutions. Une phase où la défiance cesse d'être marginale pour devenir structurante.

À ce stade, le danger n'est pas la radicalité visible, mais l'usure invisible du consentement. Car un système politique tient moins par la force que par l'adhésion minimale de ceux qu'il gouverne. Lorsque cette adhésion disparaît, la stabilité devient illusoire, et la tentation autoritaire devient presque mécanique.

Autonomie alimentaire, Mercosur et destruction programmée

Derrière l'épisode de l'Ariège, derrière le discours sanitaire et la gestion autoritaire de la crise, se dessine une question bien plus vaste, rarement abordée frontalement : celle de l'autonomie alimentaire et du choix stratégique, assumé ou non, de la sacrifier.

Depuis plusieurs années, l'agriculture française est soumise à une pression constante : normes toujours plus contraignantes, charges en hausse, marges en baisse, injonctions contradictoires entre production, environnement et compétitivité. Dans ce contexte déjà fragile, les abattages massifs et les décisions administratives brutales agissent comme un accélérateur de découragement. Beaucoup d'éleveurs comprennent qu'il ne s'agit plus seulement de traverser une crise, mais de survivre dans un système qui ne leur laisse plus d'issue.

La réduction du cheptel n'est jamais formulée comme un objectif. Elle apparaît pourtant comme une conséquence mécanique de politiques menées sans vision de long terme. Lorsqu'un troupeau est abattu, ce n'est pas seulement une perte immédiate ; c'est souvent la fin définitive d'une exploitation, l'abandon d'un savoir-faire, la rupture d'une transmission familiale. La reconstitution d'un cheptel prend des années, quand elle est encore possible. Beaucoup renoncent.

C'est dans ce contexte que l'accord avec le Mercosur prend tout son sens. Officiellement présenté comme une opportunité commerciale, il ouvre en réalité la porte à des importations massives de produits agricoles et de viande issus de pays où les normes sanitaires, environnementales et sociales sont sans commune mesure avec celles imposées aux agriculteurs européens. Cette concurrence est structurellement asymétrique.

Le raisonnement implicite est simple : affaiblir la production locale, la rendre non rentable, puis justifier les importations au nom de la nécessité économique. Lorsque la production nationale ne suffit plus – parce qu'on l'a méthodiquement fragilisée – l'argument devient imparable : il faut importer pour nourrir la population.

Dans cette logique, les crises sanitaires, réelles ou amplifiées, deviennent des opportunités. Elles permettent d'accélérer une restructuration déjà engagée, en évitant d'assumer politiquement le choix de l'abandon de la souveraineté alimentaire. Le discours sanitaire sert alors de paravent à une transformation économique profonde.

La vaccination massive annoncée en pleine épizootie s'inscrit dans cette mécanique. Elle donne l'illusion d'une action protectrice, tout en accompagnant une destruction progressive du cheptel. Elle ne sauve pas les exploitations, elle les rend conformes à un récit. Pendant ce temps, les volumes importés augmentent, et la dépendance extérieure s'installe.

Ce choix n'est pas neutre. Une fois l'autonomie alimentaire perdue, il est extrêmement difficile de la reconquérir. Elle conditionne pourtant l'indépendance politique, la stabilité sociale et la capacité d'un pays à faire face aux crises. Sacrifier son agriculture, ce n'est pas seulement renoncer à une filière économique ; c'est renoncer à une part de souveraineté.

L'Ariège révèle ainsi un paradoxe inquiétant : au nom de la protection sanitaire et de normes toujours plus strictes, on détruit ceux qui produisent localement, tout en ouvrant grand la porte à des produits importés qui ne respectent pas ces mêmes exigences. Cette incohérence n'est pas accidentelle ; elle est le produit d'un choix politique assumé, mais rarement avoué.

Conclusion : ce qui s'est brisé en Ariège

Ce qui s'est joué en Ariège dépasse largement le sort d'un troupeau ou la détresse d'une famille d'éleveurs. Ce qui s'est brisé, plus profondément, c'est un **équilibre fragile** sur lequel reposait encore le pacte entre l'État et une partie de ses citoyens.

L'Ariège n'est pas un accident, ni une bavure isolée, ni un excès malheureux. C'est le produit logique d'un enchaînement : la dénaturation du sanitaire, l'effacement du dialogue, la

substitution du récit à la réalité, puis, lorsque ce récit ne tient plus, le recours à la force. Le Covid a servi de laboratoire. L'agriculture en est aujourd'hui le terrain d'application.

En voyant des blindés face à des paysans, des gaz contre des citoyens pacifiques, et un discours officiel contredit par des images diffusées en direct, beaucoup ont compris que quelque chose avait changé de nature. Ce n'est pas seulement la confiance qui a été entamée, c'est la légitimité perçue de l'autorité. Or un pouvoir peut survivre à la contestation, mais beaucoup moins à la perte de crédibilité.

La violence d'État, lorsqu'elle devient administrative, froide et déconnectée de toute menace réelle, cesse d'être exceptionnelle. Elle devient un mode de gestion. À ce stade, ce ne sont plus les actes qui inquiètent le plus, mais leur banalisation. Car une fois le seuil franchi, il n'existe plus de garde-fou évident.

Le plus inquiétant, pourtant, n'est pas l'explosion visible de la colère, mais son refroidissement. Une société qui bascule dans la colère froide ne se soulève pas immédiatement ; elle se détache. Elle cesse de croire, de consentir, de coopérer spontanément. Elle observe, elle attend, et elle se souvient. Ce type de rupture est silencieux, mais durable.

L'affaire de l'Ariège révèle aussi un choix stratégique lourd de conséquences : celui de fragiliser l'agriculture locale au nom de normes et de logiques qui conduisent, en réalité, à une dépendance accrue aux importations. Derrière le discours sanitaire et réglementaire, c'est la question de l'autonomie alimentaire et, plus largement, de la souveraineté qui est posée. Un pays qui ne maîtrise plus ce qu'il mange devient structurellement vulnérable.

Il ne s'agit pas ici d'annoncer une guerre civile, ni de prédire un effondrement imminent. Il s'agit de constater une dérive. Les sociétés ne basculent pas d'un coup ; elles glissent. Elles acceptent d'abord l'exception, puis l'habitude, puis la normalité de ce qui aurait dû rester impensable.

L'Ariège restera comme un marqueur. Non parce qu'il serait le pire épisode, mais parce qu'il a rendu visible ce qui, jusqu'ici, restait diffus : un pouvoir de plus en plus sourd, une information de moins en moins crédible, et des citoyens qui commencent à comprendre qu'ils ne peuvent plus compter sur les récits officiels pour décrire ce qu'ils vivent.

Ce texte n'appelle ni à la violence ni à la rupture. Il appelle à la lucidité. Car ce qui a été vu ne peut plus être nié, et ce qui a été compris ne peut plus être effacé. Ignorer ce signal serait une faute. Le mépriser serait une erreur. Et continuer comme avant serait, à terme, un risque majeur pour la cohésion même du pays.

Serge Van Cutsem

1. Nature chimique du gaz CS : Le gaz lacrymogène dit «CS» est le composé o-chlorobenzylidène malononitrile, une molécule contenant deux fonctions nitrile (–CN), comme l'indique explicitement sa dénomination chimique. (ECHA – Substance Information ; PubChem – NIH)
2. Métabolisation et formation de cyanure. Des études toxicologiques indiquent que le CS peut être métabolisé en malononitrile, lequel est susceptible de libérer du cyanure dans les tissus biologiques, mécanisme contribuant à sa toxicité systémique dans certaines conditions d'exposition.
(ScienceDirect – Toxicology Overview ; WHO / IPCS)